

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DU VAL DE FIER

423 chemin de Balme
Le Pas de l'Echelle
74100 Étrembières

Références : [20250710-RAP-InspValdeFierSeyssel-vs](#)
Code AIOT : 0006101934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement CARRIERES DU VAL DE FIER implanté Les Lanches Sud 74910 Seyssel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU VAL DE FIER
- Les Lanches Sud 74910 Seyssel
- Code AIOT : 0006101934
- Régime : Autorisation

La SAS Carrières du Val de Fier exploite un gisement de calcaire sur le territoire de la commune de Seyssel. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2013. Le rythme annuel maximal d'extraction est de 250 000 tonnes par an. L'extraction est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique après abattage par minage. Les matériaux extraits sont déversés par la pelle sur le carreau basal par un déversoir directement créé dans la roche.

Thèmes de l'inspection : • AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurisation Front EST- Secteur K et L:	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.3 - Front EST- Secteur K et L:	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Procédure pour l'accès au carreau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Surveillance des fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.3 : Surveillance des fronts d'exploitation :
3	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.4: Suivi géotechnique
4	Suivi et maintenance des ouvrages de protection	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.5
6	Prélèvement Eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 26.2
7	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte le seuil de 1 000 m³/an de consommation d'eau et donc de prélèvement pour bénéficier de l'exemption de l'arrêté sécheresse du 7 mai 2024.

L'exploitant justifiera à l'inspection le remplacement ou la réparation du compteur permettant les relevés et mettra en place un suivi hebdomadaire.

L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées la sécurisation de la zone de la vire K avec l'avis du géotechnicien.

Le tableau de suivi de maintenance des ouvrages de protection doit être précisé pour être sûr qu'en cas de demande d'avis du géotechnicien les préconisations sont suivies et même pour acter l'absence d'action nécessaire.

L'exploitant devra tracer le relevé des précipitations, la procédure prévoyant l'arrêt des activités pendant des précipitations d'intensité supérieure à 4 mm/h et arrêt pendant 24 h en cas de pluie supérieure à 25 mm sur 24h.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation Front EST- Secteur K et L:

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.3 - Front EST- Secteur K et L:
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation Front EST- Secteur K et L:
Prescription contrôlée : Les travaux de sécurisation identifiés des secteurs K et L interviennent sous un délai maximum de 9 mois. Ce délai peut être prolongé pour tenir compte des contraintes météorologiques et de la disponibilité des entreprises sans toutefois dépasser 12 mois.
Constats : Lors de la dernière inspection, la surveillance ainsi que les travaux de sécurisation sur le secteur L et K ont été validés par le géotechnicien. Il restait cependant une remarque concernant le secteur K. En effet, l'exploitant devait faire le point sur la justification de la sécurisation sous la vire du secteur K avec la réévaluation de la nécessité d'écran de protection. Le géotechnicien recommandait dans le rapport de suivi géologique de 2021 de réaliser les écrans de protection sous la vire K. Les rapports suivants ne mentionnent pas la suite donnée pour l'implantation de ces écrans et s'ils

<p>sont toujours nécessaires au vu de l'évolution des connaissances des masses potentiellement instables.</p> <p>Les principales masses identifiées de la zone sont sous surveillance. Les rapports de suivi de 2023 et 2024 ne montrent pas de mouvements significatifs sur les jauges Saugnac des masses H1, K1, K2 et K4 ou des extensomètres automatiques des masses L3, L4 et L5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la justification à l'inspection des installations classées de la sécurisation de la zone sous la vire du secteur K avec l'avis du géotechnicien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 2 : Surveillance des fronts d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.3 : Surveillance des fronts d'exploitation :</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des fronts d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à Une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations de purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique et éventuellement en trajectographie en cas de détection d'anomalies. Ces opérations de surveillance et interventions sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les employés de la carrière renseignent quotidiennement des fiches de suivi où sont notées les zones d'intervention sur la carrière et les anomalies liées à des chutes de pierre en signalant sur une photo les zones. Le géotechnicien est informé en cas de détections d'anomalies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi géotechnique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.4: Suivi géotechnique</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi géologique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de:- mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation,- Valider ou modifier la méthode d'exploitation si nécessaire.</p>

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport géotechnique 2024 daté du 09/04/202. Le rapport fait état :

- d'aucun événement particulier au cours de l'année 2024 ;
- du suivi des masses ne montrant pas d'évolution significative ;
- du bon entretien des ouvrages de protection en place ;
- d'un protocole d'exploitation ayant permis de réduire les départs incontrôlés de matériaux vers l'aval ;
- la fin du terrassement de l'instabilité H1 sur le front Nord-Est ;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi et maintenance des ouvrages de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.5

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi et maintenance des ouvrages de protection

Prescription contrôlée :

La surveillance des ouvrages de protection (écran, filet, confortement,...), leur entretien, leur vérification et leur maintenance fait l'objet d'une procédure. Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant tient des tableaux de suivi mensuel rapportant les observations faites avec l'utilisation d'un drone pour le contrôle des écrans et filets de protection. En cas de présence de pierres , l'avis du géotechnicien est demandé. Les dernières purges des écrans datent de décembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le tableau doit être précisé pour être sûr qu'en cas de demande d'avis du géotechnicien les préconisations sont suivies et même pour acter l'absence d'action nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédure pour l'accès au carreau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.6

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure pour l'accès au carreau

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure pour l'accès au carreau prenant en compte le risque de chute de blocs en fonction de l'avancement des opérations de sécurisation, de la connaissance du massif et des conditions météorologiques pouvant faire évoluer la stabilité des terrains. Cette procédure est mise à jour en fonction des connaissances géotechniques acquises et est validée par Un organisme compétent en géotechnique.

<p>Constats :</p> <p>La procédure dispose d'une procédure validée par le géotechnicien. Celle-ci doit être mise à jour maintenant que la masse H1 a été extraite et que les écrans de protection ont été mis en place.</p> <p>En application de la procédure météo, l'exploitant consulte la pluviométrie, mais ils ne marquent pas les hauteurs de précipitations relevées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra tracer le relevé des précipitations, la procédure prévoyant l'arrêt des activités pendant des précipitations d'intensité supérieure à 4 mm/h et arrêt pendant 24 h en cas de pluie supérieure à 25 mm sur 24h.</p> <p>Il le tiendra à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 6 : Prélèvement Eau

<p>La consommation de 2024 est plus élevée à cause d'une fuite sur un tuyau non visible. L'exploitant fait des relevés mensuels, mais des relevés hebdomadaires permettraient de réagir plus vite vis-à-vis d'une fuite ou d'un dysfonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption des restrictions pour les préleveurs faibles consommateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consommation d'eau annuelle < 1 000 m³ / an dans le milieu et < 7 000 m³ /an pour le total prélevé</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré vouloir respecter la limite de 1 000 m³ par an afin de bénéficier de l'exemption prévue à l'arrêté cadre du 7 mai 2024 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse.</p> <p>Le prélèvement se fait dans le Fier en aval du barrage de Motz. Les tableaux de relevés consultés montrent bien des consommations inférieures à 1 000 m³ depuis la mise en place du prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>